



Un monde tourmenté

La pandémie provoquée par le « virus de Wuhan » n'est pas encore dernière nous. Les « jours heureux » tardent à revenir. Les motifs d'inquiétude et les tensions redoublent sur la planète...

Hiver démographique. La démographie européenne montre des signes préoccupants. Le mercredi 17 juin, la commission présidée par Ursula von der Leyen a publié un état des lieux du déclin et du vieillissement enregistré depuis trente ans par les populations des pays dits « de l'Est » comme la Lettonie, la Croatie, la Bulgarie et la Roumanie, mais aussi par celles de l'Italie, de la Grèce et de l'Espagne. En 2019, pour la deuxième année consécutive, l'Union européenne a enregistré plus de décès que de naissances. Si la population a continué d'augmenter légèrement, pour atteindre 513 millions d'habitants à la veille du Brexit, elle le doit uniquement, souligne Cyrille Louis dans *Le Figaro* (1), à un solde migratoire positif. Certains pays comme l'Irlande, la Suède, le Danemark ou la France (discutable du fait des records de certains territoires comme Mayotte, dans l'Océan Indien) continuent d'enregistrer une croissance naturelle de leur population, mais d'autres sont nettement engagés sur la pente du déclin. Tel est le cas de l'Europe dite « de l'Est ». Et de façon plus récente, de pays comme l'Italie, l'Espagne ou la Grèce. Une tendance dont les dirigeants européens se sont peu préoccupés et persévèrent sur cette voie.

En clair, l'Europe souffre d'une démographie en déclin. Un très mauvais signe, accueilli avec une incroyable désinvolture. Naguère, les dirigeants veillaient à se doter d'une descendance, les berceaux devaient remplacer les cer-

cueils. Aujourd'hui, ils s'en moquent. Angela Merkel et Emmanuel Macron n'ont pas de progéniture. Hiver démographique, remplacement, suicide, ce que la Fondation Robert Schuman, présidée par Jean-Dominique Giuliani (2) est quasiment seule à dénoncer. Et que la Hongrie tente de conjurer par une politique nataliste décriée par les « esprits avancés » et « les bonnes consciences ».

La Fondation Robert Schuman commente : « Quel silence assourdissant face au suicide démographique de l'Europe à l'horizon 2050 ! » Et ajoute : « Nous devons remplir notre fonction d'alerte, même si nous savons que nous ne seront plus là en 2050 pour regretter de ne pas avoir été entendus. Contrairement à l'Amérique du Nord qui verra sa population augmenter de 75 millions d'habitants (soit deux fois moins que l'Amérique du Sud), l'Europe pourrait stagner autour de 500 millions d'habitants et perdre 49 millions de personnes en âge de travailler dans la tranche des 20-64 ans, dont 11 millions pour l'Allemagne. L'Espagne et l'Italie devraient aussi perdre de 7 à 8 millions d'actifs potentiels. La France pourrait se réjouir de quasiment rattraper l'Allemagne, ce qu'en réalité le Royaume-Uni devrait réaliser avant elle. »

L'insatiable Recep Tayyip Erdogan multiplie les provocations. La dernière en date remonte au vendredi 29 mai dernier. Alors que les Turcs célébraient le 567^e anniversaire de la chute de Constantinople (29 mai 1453) par Mehmet II (1432-1489), anniversaire cé-



lébré en grandes pompes avec une flotte de bateaux sur le Bosphore, ponctué par une première depuis quatre-vingt sept ans, une sourate du Coran a été récitée par un iman dans la Basilique Sainte-Sophie. Erdogan a suivi cette cérémonie par écran interposé, avec grande émotion disent les commentateurs. Il a profité de l'occasion pour réitérer la promesse faite par lui le 28 mars 2019, à la veille des élections municipales, de transformer en « mosquée Sainte-Sophie », en soulignant sur sa transformation en musée avait été une « très grosse erreur ».

Sainte-Sophie, édifiée au VI^e siècle à l'entrée du détroit du Bosphore et de la Corne d'or, qui était le lieu où étaient couronnées les empereurs byzantins. En 1453, après la prise de Constantinople par les Ottomans, elle avait été convertie en mosquée. Sous le règne de Mustafa Kemal Atatürk (1881-1938), fondateur de la République et d'un régime laïc qui bouleverse les lois et les moeurs, la basilique avait été désaffectée et transformée en musée afin, selon la loi, de « l'offrir à l'humanité »...

Erdogan a clairement la grande ambition de ressusciter l'Empire ottoman. Il veut jouer un rôle dans l'histoire et contribuer aux avancées de l'islamisme. La Turquie retrouve des territoires qui étaient sous sa suggestion au XI^e siècle. Dans la *Revue des Deux Mondes* (note 22 juin 2020.), Valérie Toranian constate : « Rien n'arrête plus le sultan Erdogan. En Libye, en Irak, en Méditerranée... le régime d'Ankara poursuit sa progression. Et cette avancée est une source de déstabilisation supplémentaire. Pas seulement pour la région mais aussi pour l'Europe. Evincé de Syrie par la Russie, alliée du régime d'Assad, Erdogan, qui voulait faire le ménage chez les Kurdes, a décidé d'aller le faire plus loin. De récentes frappes aériennes ont été lancées au nord de l'Irak contre les bases du PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan). Dans la région du Sinjar, ces frappes ont également touché les populations yézidiées. Exterminés ou réduits en esclavage par Daech en 2014, les Yézidis avaient fui la région. Depuis, des familles de réfugiés avaient repris possession de leurs terres, espérant un retour à la vie « normale ». Elles sont désormais la cible d'Erdogan, qui ne fait pas dans la dentelle. »

Valérie Toranian en vient à la Libye où « les troupes mercenaires d'Erdogan venues à la rescousse de Fayez al-Sarraj, chef du gouvernement de Tripoli, viennent de remporter une victoire édatante. Elles ont repoussé Khalifa Haftar, chef de l'Armée nationale libyenne, en guerre contre Sarraj depuis quatorze mois. Parce qu'il avait conquis la zone pétrolière et liquidé les djihadistes de Benghazi, Haftar était soutenu par les Emirats arabes unis, l'Arabie Saoudite et l'Egypte qui l'encourageaient à se désencalaver de la Cyrénaïque (est) pour se lancer à la conquête de l'ensemble de la Libye. Encore plus précieux, il bénéficiait du soutien de Moscou ... »

Puis, tout change. Erdogan intervient. Il dépêche les 7000 conseillers militaires et miliciens turkmènes et arabes qui se battaient en Syrie pour son compte. Il fournit des drones qui permettent au gouvernement de Tripoli de reprendre la maîtrise du ciel et de faire reculer les troupes de Sarraj. Le géologue Marc Lavergne, spécialiste du Moyen-Orient arabe et de la Corne de l'Afrique, constate : « L'armée turque est désormais installée en Tripolitaine et, pour les Européens, l'inquiétude que suscite la Libye est à son comble. Une nouvelle page semble s'ouvrir, avec la visite du Premier ministre libyen Fayez al-Sarraj le 4 juin à Ankara, où il a été reçu par le président Erdogan. La Turquie, venant au secours du gouvernement légal de Tripoli aux abois, s'est imposée en quelques mois comme l'acteur clé de la crise libyenne. (3) »

La position occupée désormais par Erdogan ne peut manquer de susciter l'amertume des Européens. Les voici, souligne Lavergne, « confrontés à la perspective de voir les gisements pétroliers libyens, premier producteur africain, devant le Nigeria et l'Algérie, échoir à des entreprises turques, sur fond de compétition entre le français Total et l'italien ENI », avec la revendication turque d'une Zone économique exclusive jugée inadmissible par la Grèce, Chypre et Israël et incompatible avec le projet de gazoduc sous-marin East-Med en direction de l'Italie, mais soutenue par l'accord turco-libyen, signé le 27 novembre entre Erdogan et al-Sarraj. Sans compter, ajoute Lavergne, le fait que la Turquie va disposer en Libye d'un « nouvel instrument de contrôle de routes migratoires vers l'Europe », livrant à Erdogan les moyens de poursuivre son chantage aux Européens... Et Lavergne de souligner : « La Turquie, maintenue depuis des décennies aux marges de l'Europe, se trouve désormais en mesure de s'imposer au cœur des préoccupations européennes ».

Silencieux jusqu'ici, Macron a soudainement pris la mouche. Le dimanche 14 juin, l'Élysée a dénoncé l'interventionnisme de la Libye, après le déploiement de sept navires turcs. Et fustigé le comportement « extrêmement agressif » à l'encontre d'une frégate française en Méditerranée. Ces incidents, objets d'une enquête à l'OTAN, constituent « l'une des plus belles démonstrations qui soient de « la mort cérébrale » de l'alliance, a estimé Macron qui a déclaré à l'issue de sa rencontre avec le président tunisien Kais Saïed (La Tunisie sous influence des Frères musulmans, par le biais d'Ennahdha.), le lundi 22 juin : « Je vous renvoie à mes déclarations de la fin de l'année sur la mort cérébrale de l'OTAN. » Les observateurs notent que l'expansionnisme turc inquiète la Grèce qui fait alliance avec Israël pour contrer Erdogan, lequel entend déstabiliser l'Égypte...

Les ambitions de Vladimir Poutine. Elles sont tout simplement de se maintenir au pouvoir jusqu'en 2036 et, accessoirement, d'inscrire ses idées

dans la constitution (la définition du mariage, la foi en Dieu, etc.). Le référendum national a été organisé le mercredi 1^{er} juillet et se déroulera sur cinq jours à travers la Russie, même dans les régions actuellement aux prises avec le « virus de Wuhan ». Au lendemain du défilé de la Victoire, reprogrammé sur la place Rouge de Moscou et destiné à célébrer la capitulation de l'Allemagne, Poutine a célébré « la Russie invincible ».

Poutine s'est fait entendre à plusieurs reprises ces derniers temps sur le registre de la dénonciation du « révisionnisme » des Occidentaux sur la Seconde Guerre mondiale avec charge contre les polonais. Le vendredi 26 juin il s'est entretenu avec Macron. Le français a accepté l'invitation à se rendre en Russie à la fin août, pour évoquer le dialogue franco-russe « de confiance et sécurité ».

Pologne : élection présidentielle. Issu du parti conservateur Droit et Justice (PiS), ancien scout, proche des frères Kaczynski, arrive en tête du premier tour Andrzej Duda vient d'essuyer des insultes pour avoir dénoncé l'idéologie « LGBT » comme relevant du « néo-bolchévisme » propos dans la presse française dont *Le Figaro*. Silence sur les enfants « sans pères » en attente en Ukraine, dénoncés par les associations européennes de défense de la famille...

Bélorussie : comme Poutine. Après un quart de siècle au pouvoir Loukachenko veut un nouveau mandat. Il accuse la Russie et la Pologne d'ingérence. Il fait multiplier les arrestations. La démocratie façon soviétique.

La Hongrie entend garder la mémoire. Elle n'entend pas effacer le souvenir du passé proche le Traité de Trianon signé le 4 juin 1920 au Grand Trianon avec les vainqueurs de la Grande Guerre dont la France hostile à ce qui fut l'Autriche-Hongrie. Pas question d'oublier la cession des deux tiers du territoire hongrois. Trois millions de magyarophones sont devenus des minorités à l'étranger. Pour le centenaire de cette amputation, les cloches des églises du pays ont sonné pendant 100 secondes à 10 heures 30 locales. A Budapest, de nombreux Hongrois sont restés figés sur la voie publique, les transports se sont arrêtés. Un « traumatisme national ». Le président hongrois Janos Ader a affirmé que « si les frontières géographiques de la nation avaient évolué », ses frontières « nationales et spirituelles » demeuraient « inchangées ».

Angela Merkel : l'Europe en priorité. Voici quelques jours, la chancelière a accordé un entretien à plusieurs quotidiens européens. Un texte à relire et à méditer. Un appel aux européens à prendre leurs responsabilités pour assurer la liberté et la puissance de l'Europe.

Charles Haegen

(1) *Le Figaro* 16 juin 2020

(2) Fondation Robert Schuman 11, rue d'Égypte B1000 Bruxelles, tél : +3225024713

(3) *Le Figaro* 10 juin 2020